

Moyen-Orient : Israël appelé à reconsidérer sa politique de pression militaire à Gaza

9 novembre 2006 – Devant le Conseil de sécurité réuni d'urgence sur le Moyen-Orient après l'attaque israélienne contre le quartier résidentiel de Beit Hanoun, la Sous-secrétaire générale aux affaires politiques, Angela Kane, a espéré que l'enquête promise par Israël lui offrirait l'occasion de « réfléchir » à sa politique de pression militaire qui échoue à mettre fin aux tirs de roquette palestiniens, qu'elle a de nouveau condamnés.

« Le Secrétaire général a pris note hier de l'intention déclarée par le gouvernement israélien de procéder à une enquête approfondie sur le récent incident de Beit Hanoun. Nous considérons cette enquête comme une occasion pour Israël de réfléchir non seulement à l'opération militaire et à ses implications opérationnelles mais aussi à la pression militaire de façon générale, laquelle, clairement, ne produit pas les effets recherchés de mettre fin aux attaques à la roquette », a déclaré Angela Kane, lors d'une séance publique au Conseil de sécurité.

« Les Palestiniens ont besoin, plus que jamais, d'un répit face au siège auquel ils sont soumis afin qu'une solution crédible à la crise puisse être négociée », a-t-elle ajouté.

La réunion a été convoquée par le président du Conseil de sécurité à la demande du Qatar, demande appuyée par le groupe des non alignés, de l'Organisation de la Conférence islamique, de la Ligue des Etats arabes et de l'Observateur de la Palestine.

Angela Kane a rappelé que les quelque 12 à 15 tirs de mortiers menés hier pendant une demi-heure par l'armée israélienne avaient détruit une maison à Beit Hanoun, dans le nord de Gaza, tuant au moins 18 Palestiniens, dont huit enfants et sept femmes, et blessant 55 personnes, soulevant la 'consternation' du Secrétaire général ([dépêche](#) du 8.11.06).

« Cet incident fait suite à une opération militaire d'une semaine dont le but affiché était » de « prévenir et interrompre le lancement de roquettes vers Israël et de détruire l'infrastructure terroriste dans la zone de Beit Hanoun », a-t-elle poursuivi, soulignant que selon l'Organisation mondiale de la santé ([OMS](#)) 82 Palestiniens ont été tués à Gaza entre le 1er et le 8 novembre et 260 blessés.

L'armée israélienne estime que 57 d'entre eux étaient des « terroristes armés » et a indiqué avoir récupéré un grand nombre d'armes. Un soldat israélien a été tué et un autre blessé, a-t-elle encore dit.

Angela Kane a rappelé que les militants palestiniens avaient continué à tirer des roquettes contre Israël – 52 entre le 31 octobre et le 6 novembre – dont 35 avaient touché les villes de Sderot et de Ashqelon, faisant quatre blessés.

« L'ONU a de façon répétée condamné les tirs de roquette par les Palestiniens. Nous le faisons à nouveau aujourd'hui (?) Il est crucial que les forces palestiniennes responsables joignent leurs efforts pour s'assurer que les attaques menées par les militants soient arrêtées », a-t-elle affirmé.

« C'est une des raisons pour lesquelles l'ONU et ses partenaires du Quatuor continuent d'encourager les efforts du président Abbas pour mettre en place un gouvernement d'unité nationale », a-t-elle souligné, avant de rappeler qu'hier le président palestinien Abbas et le

Premier ministre Haniyeh, appartenant au Hamas, ont repoussé leurs pourparlers sur l'établissement d'un nouveau gouvernement palestinien « jusqu'à nouvel ordre ».

Les tentatives antérieures pour rassembler un nouveau gouvernement d'unité nationale entre le président palestinien, chef du Fatah héritier de Yasser Arafat et le chef du mouvement islamique Hamas, vainqueur aux élections de janvier 2006, ont jusqu'à présent échoué sur la persistance du Hamas à refuser de reconnaître Israël, à renoncer à la lutte armée et à reconnaître les accords antérieurs signés par l'Organisation de libération de la Palestine.

Selon les informations parues dans la presse, suite à l'incident de Beit Hanoun, le chef du Hamas en exil en Syrie, Khaled Meshaal, a appelé à rompre la trêve observée par son mouvement depuis un an et à reprendre les attaques suicide à l'intérieur du territoire israélien.

Devant le Conseil de sécurité, l'Observateur de la Palestine, Riyad Mansour, a accusé Israël de perpétrer des actes de terrorisme d'Etat, déplorant l'inaction du Conseil de sécurité en dépit des nombreuses lettres envoyées au Conseil pour demander une intervention.

Il a aussi récusé les excuses et regrets présentés par le gouvernement israélien à l'issue de l'attaque et déploré l'intervention militaire juste au moment où se déroulaient les négociations en vue de la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Pour sa part, le représentant israélien, Daniel Carmon, a réitéré les excuses de son gouvernement et rappelé que depuis qu'Israël s'était retiré de Gaza en août 2005 les Palestiniens n'avaient pas saisi cette occasion historique pour jeter les bases d'un futur Etat vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël, mais qu'ils avaient au contraire utilisé leur territoire pour intensifier les attaques.

L'ambassadeur de la France, Jean-Marc de la Sablière, a appuyé la demande lancée hier par le Secrétaire général en vue d'une enquête approfondie sur l'attaque qui a fait 18 morts.

Jean-Marc de la Sablière a aussi indiqué qu'avec ses partenaires du Quatuor pour le Moyen-Orient, composé des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'ONU et de l'Union européenne, il faudrait peut-être envisager un « mécanisme de protection des civils » afin d'éviter qu'un tel incident ne se reproduise.